

Bulletin d'histoire politique

Le retour du refoulé: l'histoire et le politique

Jean-Marie Fecteau



Volume 2, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063390ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1063390ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fecteau, J.-M. (1994). Le retour du refoulé: l'histoire et le politique. *Bulletin d'histoire politique*, 2(3), 5–10. <https://doi.org/10.7202/1063390ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

ARTICLES

LE RETOUR DU REFOULÉ: L'HISTOIRE ET LE POLITIQUE¹

par Jean-Marie Fecteau
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

Le constat du déclin ou de la marginalisation relative de l'histoire du politique depuis un demi-siècle est, avouons-le, assez banal. Trop même. Il y a, dans cette récurrence parfois agressive² du diagnostic, dans les promesses répétées, et jamais tenues, d'un avenir meilleur, une persistance qui intrigue. Aron en 1961, Le Goff en 1970, Julliard en 1981 et Rémond en 1988 ont tous, à leur façon, dénoncé la mise sous le boisseau d'une histoire du politique et l'urgente nécessité de sa renaissance ou de son renouvellement³. L'histoire, on le sait, ne bégaie jamais en vain... En fait, tout se passe comme si le politique était le refoulé de l'histoire, comme un trop plein de vécu qui se sublime en manque, ou se résorbe en oubli. Dans l'histoire politique, est-ce bien l'histoire, ou le politique, que l'on rejette? Voyons-y de plus près.

1. Autopsie d'un déclin

On doit d'abord s'interroger sur la pertinence des multiples autopsies que l'on a faites, et que l'on fait encore, de l'histoire politique. Force nous est d'abord de constater que le mort a la vie bien dure. Des rois thaumaturges de Marc Bloch à l'État providence de François Ewald, l'historiographie est jalonnée d'oeuvres importantes qui interrogent, sous de multiples aspects, le politique. Les noms de Mousnier, Kantorowicz, Elton, Bluche, Renouvin, Anderson, Rémond, Thompson, Richet, Foucault, qui viennent à l'esprit, témoignent d'une recherche dynamique qui a marqué, qu'on le veuille ou non, l'historiographie contemporaine.

1. Cette réflexion est le texte légèrement révisé d'une conférence prononcée au Colloque « Où s'en va l'histoire? », tenu à l'Université de Paris VII, les 22-25 mai 1989.
2. Voir la préface de RÉMOND (1988).
3. ARON [1961], Le GOFF [(1970)1985]. JULLIARD (1981), RÉMOND (1988). On retrouve une tendance similaire dans l'historiographie anglaise et américaine: DAVIS (1980), FOX-GENOVESE (1976), BOGUE (1980), CRAIG (1971) et VANDERMEER (1979).

De fait, le déclin est tout relatif. Il est pour une bonne part limité, soulignons-le, à l'espace occidental. Peter Smith⁴ rappelait naguère que l'historiographie du Tiers-Monde pouvait difficilement se payer le luxe d'ignorer le politique. De même, il faudrait établir une chronologie plus fine du rejet du politique dans l'historiographie occidentale. Au-delà des coups de chapeau aux ancêtres vénérés et des allégeances déclarées, au-delà de la facile mise en cause du marxisme⁵, le « rejet » du politique de Febvre n'est pas celui de Braudel, et celui de Braudel est fort différent de la position récente d'un Peter Stearns ou d'un Lawrence Stone, par exemple⁶.

Est-ce à dire que l'affirmation d'un déclin de l'histoire politique doit être reléguée au riche musée des fausses évidences et des pseudo-vérités? Je ne le crois pas. Il y a eu, véritablement, marginalisation relative du champ de l'histoire politique⁷, marginalisation qui s'est d'ailleurs manifestée tant au plan de la timidité des problématiques⁸ que du conservatisme des méthodes⁹. Très nettement, en France surtout, l'histoire du politique a suivi des filières et des

4. SMITH (1981).
5. Cette mise en cause, que l'on retrouve notamment chez JULLIARD (1974) et chez RÉMOND (1988), est pour le moins ambiguë. Le « rejet » du politique se retrouve déjà chez FEBVRE et chez BRAUDEL, que l'on peut difficilement accuser de « marxisme », à moins de donner à ce terme une extension qui le vide de toute pertinence. D'autre part, le lien entre le marxisme et la prééminence de l'histoire « socio-économique » n'a jamais été analysé sérieusement. Pour le marxisme, ce lien n'implique nullement une dévaluation de l'importance du politique, tout au contraire. Le fait d'insister sur les déterminations matérielles et idéologiques de la décision, par exemple, peut fort bien se concilier avec la priorisation du champ politique comme lieu d'étude et d'action. Une vision du monde qui insiste sur la détermination par les hommes et les femmes de leur avenir collectif peut difficilement être dite réfractaire à la dimension politique... Voir sur ce point FOX-GENOVESE (1976).
6. Sur cette question, on trouvera des indications utiles chez DOSSE (1987).
7. Voir COUTAU-BEGARIE (1983, 219-225) ET DOSSE (1987, 47)
8. Timidité perceptible notamment dans la détermination du champ du politique. J'y reviendrai.
9. ...comme, trop souvent, de l'idéologie. La « défense et illustration » de l'histoire politique est souvent le fait d'historiens-dissimulant mal leur nostalgie de la grande époque de l'histoire positiviste. Voir notamment ELTON (1970) HIMMELFARB (1987). et, de façon plus ambiguë, ARON (1961).

réseaux en marge du courant dominant des Annales¹⁰.

Mais à quoi attribuer réellement ce fait? Au rejet, au sein de notre discipline, d'une histoire trop axée sur l'événement et sur le récit¹¹? Au mépris, souvent non déguisé, où on a tenu « la » politique dans ce turbulent XX^e siècle qui s'achève¹²? Ces facteurs, certes bien réels, me semblent cependant fort incapables d'expliquer un phénomène de cette ampleur. Après tout, l'assimilation de l'histoire politique à un repérage de l'événementiel et du furtif provient d'une lecture bien sommaire, voire caricaturale, de l'historiographie, après Guizot, Tocqueville, Bloch, Kantorowicz et Thompson, notamment. Et cette « politique », si méprisée, a pourtant débouché sur deux guerres mondiales et sur l'asservissement d'une grande partie du monde aux valeurs de l'Occident, phénomènes dont il est difficile, même au plus obtus des historiens, de minimiser l'ampleur!

Je soumets que le déclin du politique dans notre historiographie est attribuable, en son fondement, à un phénomène qui dépasse, et de loin, les tensions internes à la discipline ou le rapport des historiens au pouvoir. Ce phénomène peut être décrit comme une mutation majeure des formes de matérialisation du politique dans nos sociétés, depuis le tournant du siècle. À compter des dernières années du XIX^e siècle, on assiste à la croissance fulgurante, puis au déclin, de ce que j'appellerais l'utopie gestionnaire. L'apparition et le développement rapide et incontrôlé des formes modernes du capitalisme (urbanisation accélérée, développement sauvage des facteurs de production, monopolisation rapide du capital, extension du suffrage et démocratie de masse) ont amené à poser de façon radicalement nouvelle le problème de la gestion des masses en Occident. Plus précisément, l'apparition de larges concentrations d'hommes et de femmes vivant dans un modèle de régulation sociale fondé sur la liberté de l'individu et sur la sanction des comportements par la loi du marché a eu comme conséquence la mutation de la problématique dans laquelle s'était posée

jusque-là la question de l'ordre social et de sa reproduction¹³.

Ce que j'ai appelé l'utopie gestionnaire est avant tout une problématique du nombre et de la moyenne¹⁴, une façon d'aborder le social, la société, en privilégiant le calcul des séries plutôt que le respect des hiérarchies. L'idéal gestionnaire aborde le problème du politique, de la décision, sous les formes d'une économie de l'action fondée sur l'analyse systématique des problèmes. La mesure politique, envisagée sous cet angle, devient moins un choix plus ou moins contingent qu'une réponse plus ou moins adéquate à des besoins structurellement définis. Moment crucial, exemplaire chez Keynes et chez Parsons, notamment, où le politique se découvre comme émanation d'un social à définir.

À l'aube de cette mutation, chez un Durkheim ou un Simiand¹⁵, pour ne nommer que les plus connus¹⁶, c'est le politique qui apparaissait comme rebelle et inconstant, indigne des mouvements lents, des besoins pesants et des exigences structurelles d'une économie bien comprise et d'un social à ordonner. Dans ce contexte, le mépris du politique était, avant tout, rejet de l'idéal rousseauiste d'une société fondée sur la libre décision et la volonté commune. Le développement des diverses techniques de gestion des masses (notamment la méthode assurantielle, basée sur l'analyse actuarielle) a amené un retournement majeur de la problématique du politique et du social. Le politique, subsumé par la décision technocratique, est devenu le lieu trouble où viennent s'épuiser le bruit et la fureur de la société civile. L'avènement de l'État providence

13. Deux études remarquables méritent d'être consultées dans cette perspective, soit celles de: DEAN (1991), et PROCACCI (1993).
14. On trouvera un développement relativement similaire dans EWALD (1986) et DONZELOT (1984). L'apparition de la statistique sociale, au XIX^e siècle, se présente comme un préalable à ce développement.
15. Voir, notamment, DURKHEIM (1979) et SIMIAND [(1903)1960] Dans l'histoire du recul de l'histoire politique, la controverse entre Simiand, Durkheim et Seignobos, dans la première décennie du XX^e siècle, est fondamentale. Les bases théoriques et la vision du social sur lesquelles s'appuient les deux premiers dans leur critique de la pratique historique d'alors illustrent parfaitement l'idéal scientifique au coeur de l'aventure gestionnaire.
16. Le débat, à l'époque, passe souvent par la question du statut des associations dans la société et la légitimité des groupes dans l'ensemble social. Voir notamment, parmi une littérature pléthorique, FOURNIERE (1907), GIERKE [(1934)1958], MICHOD (1924), ROBINSON (1913), SALEILLES (1910) ET TÖNNIES [(1887)1977].

10. Sur l'importance de ces réseaux, voir DOSSE (1987) et COUTAU-BÉGARIE (1983).

11. Voir RICOEUR (1982).

12. Notamment CRAIG (1971).

a fait éclater l'ordre politique, élargissant le vide entre le discours politique et la gestion technocratique des grands ensembles¹⁷.

C'est par ce vide que s'explique fondamentalement le déclin de l'histoire politique. Tout ce qu'il y avait de norme ou de décision ponctuelle dans le politique s'est retrouvé dans l'océan du social et de l'économique. Tout ce qu'il y avait d'idéologie, de débats, de luttes de tendances et de partis a été laissé au caquetage un peu vain de ces chroniqueurs du contingent que devaient rester les historiens des idées politiques.

Dès la fin du XIX^e siècle, un processus d'éclatement du champ politique a donc été enclenché, processus dont la résultante n'a pas été prévue par ces fondateurs des sciences humaines contemporaines que sont Weber et Durkheim. Eux rêvaient, en réponse à Marx, d'inventer un lieu politique qui puisse être l'endroit où le danger du social, et donc des masses, enfin compris et contrôlé, se sublimerait en avenir à construire. D'où leur préoccupation, allant jusqu'à l'obsession, du politique comme forme suprême du social organisé.

L'État providence apparaît comme l'image déformée de cet idéal, un monde où la gestion à court terme du présent épuise la promesse du politique, où le regard lucide sur l'avenir a été troqué contre la surveillance tatillonne du présent¹⁸.

2. L'introuvable champ du politique

Dans ce contexte, comment s'étonner, non seulement du déclin de l'histoire politique aux dépens de la recherche sur le social et l'économique, mais surtout du flou artistique qui accompagne toute réflexion sur l'histoire politique. Car, en fin de compte, de quoi parle-t-on, lorsque l'on analyse le destin de l'« histoire politique »? Un regard sur la littérature récente est fort instructif en ce domaine.

Le politique, ici, est essentiellement conçu comme lieu d'aboutissement d'une procédure de

contrôle du pouvoir. La « nouvelle » histoire politique, notamment, s'intéresse presque exclusivement à la sociologie électorale, aux études d'opinion ou au profil du personnel politique¹⁹. Dans cette optique, le politique n'est, au fond, qu'un nouveau champ offert à l'enquête de type sociologique sur le pouvoir. Ainsi peut se justifier une « rénovation », au goût du jour, d'une histoire politique cédant aux mânes du quantitatifisme et du temps long des moeurs politiques assignées aux masses.

Une telle histoire se prête d'ailleurs fort bien, notons-le, au piège des catégories où s'enfoncent trop facilement l'histoire. Quoi de plus nécessaire, en effet, que de prêter un lieu au politique, un terrain bien cerné, doté d'une autonomie propre, où l'historien exercerait les méthodes modernes d'une histoire réconciliée avec les masses, et qui a enfin appris à composer avec le nombre.

À ce titre, la théorie des instances développée par Althusser et Poulantzas, entre autres, se prêtait fort bien à une réflexion sectorielle sur le politique, laissant à plus tard la détermination des « articulations » qui s'imposaient avec le social et l'économique. Ce politique-là, lieu propre de « condensation » des rapports de classes, n'était, au fond, pas bien dangereux. Pas plus d'ailleurs que l'autre politique, ce rapport politique que Foucault, notamment, voyait inscrit à la surface effervescente du social; un rapport où, à la frontière entre l'allégeance consentie et la contrainte imposée, s'instituait la domination quotidienne des pouvoirs éclatés²⁰.

Entre le politique comme structure relativement autonome du mode de production et le politique comme économie des pouvoirs, une même négation implicite: celle du politique comme efficace social propre, comme structure d'institutionnalisation du pouvoir collectif qui quadrille plus ou moins efficacement la société. Conçu comme lieu d'expression d'une dynamique de la puissance ou comme espace de distribution des capacités de contrainte, le politique se consume en luttes ponctuelles, en

17. Voir là-dessus le remarquable recueil d'analyses de OFFE (1984). La bibliographie touchant l'écart entre les conditions de la décision politique et les exigences de l'appareil technocratique est énorme. Ces études jettent notamment une lumière nouvelle sur les formes de manifestation du politique dans nos sociétés. Voir notamment WRIGHT (1979), THERBORN (1978).

18. On pourra consulter là-dessus OFFE (1984, 162-178) et HABERMAS [(1973)1975].

19. Voir notamment les relevés historiographiques de BOGUE (1980), JULLIARD (1974), VANDERMEER (1979) et RÉMOND (1988).

20. Voir notamment FOUCAULT (1975). Pour être juste, disons cependant que la pensée de Foucault a connu une remarquable évolution à la veille de sa mort, notamment par le biais de sa réflexion importante sur le concept de gouvernementalité. Voir DREYFUS et RABINOW (1984, 293-347).

calculs contingents. Mais perçu comme dimension d'exercice des pouvoirs collectivement déterminés, comme espace de matérialisation de normes à la fois communes et conflictuelles, ce même politique peut prendre toute l'ampleur qu'il mérite qu'on lui donne enfin, soit celle d'un destin collectif déterminé par des choix.

On comprend peut-être mieux, dans ce contexte, l'absence troublante, chez les historiographes du politique, des deux grands acteurs de l'histoire politique, soit l'État et le Droit. En effet, pour la « nouvelle histoire politique », se posant ou non comme rivale de l'École des Annales, l'État est, tout au plus, un aboutissement, le point d'arrivée assez peu problématique d'un pouvoir qui se cherche²¹. Aberration suprême d'une histoire si peu curieuse, au fond, de l'efficace propre des mesures étatiques et ce, à l'ère de l'État providence!... Ironie ultime, aussi, d'une histoire qui ignore ou néglige l'étude sérieuse de la norme, comme cadre de socialisation et régulateur des comportements, à l'époque des droits de l'homme et de la démocratie de masse²².

3. Un retour du refoulé?

Alors oui: l'histoire politique est l'histoire d'un refoulement qui se déguise en éternel retour. Ce refoulé politique, qu'on ne s'y trompe pas cependant, n'est pas simple négligence, mise à l'écart temporaire d'un champ de recherche pour aller au plus pressé, au plus social. Ce refoulement n'est pas non plus simple rejet d'une philosophie de l'histoire, où événement et

politique sombreraient dans le même anathème, victimes d'un trop rapide amalgame.

Il s'agit bien, au contraire, d'un véritable refoulé, au sens quasi psychanalytique du terme, d'une contradiction permanente entre la décision et les faits, entre la nécessité du choix et la contrainte du réel, contradiction intolérable qui se résorbe en refus du contingent, de l'unique et, au fond, de l'avenir. Refoulé déguisé en choix scientifique qui traverse tout le regard historien sur le politique depuis un demi-siècle au moins. Refoulé qui s'énonce enfin comme tel à l'heure où l'idéal gestionnaire vient finalement démontrer son caractère utopique et son impuissance; à l'heure où, sur la planète menacée, l'importance du choix s'impose peu à peu aux impératifs de la gestion.

L'histoire politique, réconciliée avec elle-même, redevient ainsi, dans un monde transformé, une interrogation sur l'efficace de la décision collective, sur la prégnance des normes communes. Paraphrasant Lévy-Strauss, on pourrait dire que nous assistons au retour des sociétés chaudes²³, que ce soit ou non par effet de serre!...

En ce sens, le « retour » de l'histoire politique doit être plus que la mise à jour d'un champ de recherche, plus que la rénovation ponctuelle des méthodes d'investigation d'un domaine donné du savoir. Le refoulé est bien de retour, peut-être cette fois pour de bon. Il s'assume au grand jour pour ce qu'il est: une interrogation fondamentale sur les conditions de détermination et de réalisation des choix collectifs. La réapparition, en fin de compte, de la dynamique de la décision dans une histoire ralentie par la longue recherche des structures de l'économie et du social.

Bibliographie

ARON, Raymond (1961), « Thucydide et le récit historique », *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, pp. 147-197.

BOGUE, Allan G. (1980), « The New Political History in the 1970's ». M. KAMMEN (ed.) *The Past Before Us. Contemporary Historical Writing in the U.S.*, Ithaca, Cornell U.P., pp. 231-251.

21. Des exceptions trop marginales à ce constat peuvent être retrouvées dans les travaux de DELORME et ANDRÉ (1983) et EVANS et al. (1985).

22. L'absence de toute réflexion sur le droit et son histoire dans l'historiographie du politique des cinquante dernières années a quelque chose d'hallucinant. Le mot ne se retrouve même pas dans les exercices historiographiques auxquels on a référé précédemment (une rarissime exception: VILAR [(1973)1982]). Tout se passe comme si l'histoire du droit était l'apanage, ou la chasse gardée de juristes amateurs de cette histoire un peu ésotérique des normes juridiques, si étrangère à la tranquille prégnance des structures comme à la fureur des événements... Les travaux de Canguilhem (1967) et de Foucault (1975), issus d'une problématique philosophique se situant plus ou moins en marge du champ politique, n'ont pas réussi à réinsérer le questionnement sur la norme dans la dimension politique qui lui donne sens. Voir FECTEAU (1987).

23. Voir, sur ce point, l'analyse remarquable de DUCHET (1985).

- COUTAU-BÉGARIE, Hervé (1983), *Le phénomène « nouvelle histoire »*, Paris, Économica.
- CRAIG, Gordon A. (1971), « Political History », *Daedalus* (print.), pp. 323-338.
- DAVIS, Lance E. (1980), « It's a Long, Long Road to Tipperary, or Reflections on Organized Violence, Protection Rates, and Related Topics: The New Political History », *Journal of Economic History*, vol. 40 (mars), pp. 1-16.
- DEAN, Mitchell (1991), *The Constitution of Poverty. Toward a Genealogy of Liberal Governance*, Londres, Routledge.
- DELORME, Robert et Christine ANDRÉ (1983), *L'État et l'économie*, Paris, Seuil.
- DONZELOT, Jacques (1984), *L'invention du social*, Paris, Fayard.
- DOSSE, François (1987), *L'Histoire en miettes*, Paris, La Découverte.
- DREYFUS, Hubert et Paul RABINOW (1984), *Michel Foucault. Un parcours philosophique*. Paris, Gallimard.
- DUCHET, Michèle (1985), *Le partage des savoirs. Discours historique et discours ethnologique*, Paris, La Découverte.
- DURKHEIM, Émile (1979), « Sciences sociales et disciplines sociologiques, Textes », Paris, Ed. de Minuit, pp. 171-264.
- ELTON, G.R. (1970), *Political History: Principles and Practice*, New York, Basic Books.
- EVANS, Peter B., Dietrich RUESCHEMEYER et Theda SKOCPOL (eds) (1985), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge U.P..
- EWALD, François (1986), *L'État providence*, Paris, Grasset.
- FECTEAU, Jean-Marie 1987. « L'histoire du droit dans le champ du savoir: légitimation et contradiction disciplinaire », R.D. BUREAU et P. MACKAY (dir.), *Le droit dans tous ses états*, Montréal, Wilson & Lafleur, pp. 501-514.
- FOX-GENOVESE, Elizabeth et Eugene D. FOX-GENOVESE (1976), « The Political Crisis of Social History: A Marxian Perspective », *Journal of Social History*, vol. 10 (hiver), pp. 205-220.
- FOUCAULT, Michel (1975), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.
- FOURNIÈRE, E. (1907), *L'individu, l'association et l'État*, Paris, Alcan.
- GIERKE, Otto (1934) (1958), *Natural Law and the Theory of Society*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HABERMAS, Jürgen (1973) (1975), *Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press.
- HIMMELFARB, Gertrude (1987), *The New History and the Old*, Cambridge, Harvard U.P..
- JULLIARD, Jacques (1974), « La politique », J. LE GOFF et P. NORA (dir.), *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, vol. II, pp. 229-250.
- JULLIARD, Jacques (1981), « Political History in the 1980s: Reflections on its Present and Future », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 12 (été), pp. 29-44.
- LE GOFF, Jacques (1970) (1985), « L'histoire politique est-elle toujours l'épine dorsale de l'histoire? », *L'imaginaire médiéval*, Paris, Gallimard, pp. 333-349.
- MICHOUD, Léon (1924), *La théorie de la personnalité morale et son application au droit français*, Paris, Lib. générale de droit et jurisprudence, 2 vols.
- OFFE, Claus (1984), *Contradictions of the Welfare State*, Cambridge, MIT Press.
- PROCACCI, Giovanna (1993), *Gouverner la misère. La question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Seuil.
- RÉMOND, René (dir.) (1988), *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil.
- RICOEUR, Paul (1982), « L'éclipse de l'événement dans l'historiographie française moderne », David CARR et al. (dir.), *La philosophie de l'histoire et la pratique historique d'aujourd'hui*, Ottawa, Éd. de l'Université d'Ottawa, pp. 159-177.

ROBINSON, M. Fothergill (1913), *The spirit of Association*. London, Murray.

SALEILLES, Raymond (1910), *De la personnalité juridique: Histoire et théories*. Paris, A. Rousseau.

SIMIAND, François (1903) (1960), « Méthode historique et science sociale », *Annales E.S.C.*, vol. 15, pp. 83-119.

SMITH, Peter H. (1981) « Political History in the 1980s: A View from Latin America », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 12 (été), pp. 3-27.

THERBORN, Göran (1978), *What Does the Ruling Class Do When it Rules*, London, Verso.

TÖNNIES, Ferdinand (1887) (1977), *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris, Retz.

VANDERMEER, Philip R. (1979), « The New Political History: Progress and Prospects », Georg S. IGGERS et Harold S. PERKER (eds), *International Handbook of Historical Studies: Contemporary Research and Theory*, Westport, Greenwood Press, pp. 87-108.

VILAR, Pierre (1973) (1982), « Histoire du droit, histoire totale », *Une histoire en construction*, Paris, Le Seuil, pp. 265-291.

WRIGHT, Erik Olin (1979), *Class, Crisis and the State*, Londres, Verso.

LA FIN DU NATIONALISME ETHNIQUE AU QUÉBEC¹

par Michel Sarra-Boumet

Lors du lancement de son anthologie intitulée *Les grands textes indépendantistes*², Andrée Ferretti, s'est exclamée: « Le pire ennemi de l'indépendance, c'est le nationalisme ». Le message qu'elle voulait livrer, c'est que tant que nous garderions espoir que le Canada puisse se réformer, l'indépendance n'aurait pas lieu. Elle définissait donc comme du « nationalisme » ce désir d'affirmer le fait français à l'intérieur du Canada. Cela signifie implicitement que ce nationalisme est ethnique, puisqu'il oppose Canadiens français à Canadiens anglais.

Toutefois, une nouvelle définition de la nation gagne du terrain depuis trente ans. En s'exprimant politiquement, le nationalisme contemporain retourne à ses sources, une définition territoriale de la nation. Il oppose Québec à Canada, et considère tous ses citoyens comme membres de la nation. En effet, comme avant l'Union des deux Canadas, le mouvement indépendantiste fait la jonction entre nationalisme et libéralisme.

De la définition politique de la nation

En 1962, Pierre-Elliott Trudeau écrivait dans *Cité Libre*:

Les nationalistes, même de gauche, sont politiquement réactionnaires parce qu'en donnant une très grande importance à l'idée de nation dans leur échelle de valeurs politiques, il sont infailliblement amenés à définir le bien commun en fonction d'un groupe ethnique plutôt qu'en fonction de l'ensemble des citoyens sans acception de personne³.

Il ne peut s'agir ici que de la définition d'un nationalisme particulier, le nationalisme

1. À la mémoire de Marcel et de Yves Sarra-Boumet. Traduction d'une allocution prononcée devant les étudiants de l'Université d'Ottawa, lors d'une table ronde intitulée « *The New Faces of Nationalism in Quebec* » le 18 mars 1993.
2. Andrée Ferretti et Gaston Miron (dir.), *Les grands textes indépendantistes*, Montréal, VLB éditeur, 1992.
3. « La nouvelle trahison des clercs », in Yvan Lamonde et Gérard Pelletier (dir.), *Cité Libre. Une anthologie*, Montréal, Stanké, 1991, p. 157.